

AVANT-PROPOS

S. ROSIÈRE, K. COX,
C. VACCHIANI-MARCUZZO, C. DAHLMAN

Penser l'espace politique est une préoccupation aussi ancienne que les sociétés. Les urbanistes grecs (dont Hippodamus de Milet, dès le V^e siècle av. J.-C.) n'inventent-ils pas l'*agora*, foyer de la citoyenneté, pour concrétiser, dans l'espace urbain, la communauté politique des citoyens ? Sans prétendre à l'exhaustivité des approches et des démarches pertinentes à l'interface de l'espace et du politique, les coordinateurs de cet ouvrage souhaitent montrer comment, dans les sciences qui, par excellence, ont mis l'espace politique au centre de leur réflexion (géographie politique et géopolitique, sans écartier non plus l'urbanisme ou l'aménagement) celui-ci a été et est perçu, analysé et évalué¹. Rappelons que l'espace politique a été conceptualisé essentiellement depuis Friedrich Ratzel, fondateur de la géographie politique. Trop souvent réduite à des questions d'États et de frontières, présentées elles-mêmes comme surannées ou inutiles – voir les critiques de Claude Raffestin (1980) –, la géographie politique a pourtant connu un formidable renouvellement dans la seconde moitié du XX^e siècle et ne saurait être réduite à ces problématiques. Ce renouvellement résulte de trois mouvements plus ou moins concomitants : la rénovation liée à la révolution « spatiale-quantitative² », la critique marxiste et l'influence du post-modernisme.

-
1. Les textes ici rassemblés sont issus du colloque international « L'espace politique : concepts et échelles » qui a donné lieu à près d'une centaine d'interventions et s'est tenu à l'université de Reims Champagne-Ardenne du 2 au 4 avril 2008 avec le soutien de la ville de Reims et de la région. Ces interventions ont été sélectionnées par les directeurs de l'ouvrage et reformulées à leur demande en vue de cette publication originale. De plus, une version anglophone de cet ouvrage est prévue.
 2. Par l'expression de « révolution "spatiale-quantitative" » [*spatial-quantitative revolution*] (Cox et alii, 2007, p. 4), les directeurs de cet ouvrage entendent à la fois la

Ces étapes seront ici brièvement rappelées ici, l'objectif de cet ouvrage étant de présenter la pluralité des écoles, des approches et des réflexions liées à la compréhension de l'espace politique.

Les prolégomènes européens : *Politische Geographie et Geopolitik*

La structuration d'une pensée académique soucieuse de formuler l'espace politique, et non plus l'espace physique ou naturel, doit beaucoup aux penseurs et géographes allemands. Sans faire mention de Kant qui joua un rôle non négligeable en ce domaine, nous rappellerons ici le rôle de Friedrich Ratzel (1844-1904) et de Karl Haushofer (1869-1946).

F. Ratzel est le fondateur de la géographie politique académique, l'ouvrage qu'il a publié en 1897 est le premier à porter ce titre. Sans revenir ici sur le contenu de son œuvre, ses aspects novateurs et ses limites qui ont été déjà longuement discutés, rappelons brièvement que, pour F. Ratzel, la géographie politique est essentiellement une approche raisonnée et spatiale de l'État. La défaite de l'Allemagne en 1918 est interprétée comme l'échec de sa démarche, aussi le général Haushofer développe-t-il une nouvelle discipline proche de celle de son prédécesseur qu'il appelle (suivant le néologisme proposé par Rudolf Kjellén) la *Geopolitik*. Au-delà de leurs différences, ces deux projets scientifiques ont le même objet central : l'État, et ils posent d'abord les questions de la rivalité entre les puissances dans le but de parvenir à l'hégémonie. Ceci est vrai aussi, à la même époque, pour un autre précurseur : Halford Mackinder (1861-1947) qui développe alors, lui aussi, une théorie spatiale de la puissance mondiale – sans jamais référer au terme de *Geopolitics* (mais à celui de *World Politics*) même s'il est désormais souvent considéré par les Anglo-Saxons comme le fondateur de cette discipline. Ainsi, durant cette période d'émergence ces théoriciens allemands et britanniques de l'espace politique épousent-ils les mêmes logiques et le point de vue des superstructures de pouvoir.

Cependant, après 1945, les accointances entre la *Geopolitik* et le nazisme sont jugées suffisamment graves par la communauté scientifique pour

« nouvelle géographie » et la géographie quantitative qui se sont développées dans les années 1960 et 1970.

que cette discipline disparaisse du paysage académique (du moins en Europe). Cette mise au ban se répercute aussi sur la géographie politique. Durant un demi-siècle environ, cette dernière survit de façon marginale, et uniquement en Amérique du Nord. Dans les années 1950, les géographes politiques américains, et notamment Richard Hartshorne (1899-1992) restent dans la lignée de F. Ratzel, bien que leur démarche soit plus rigoureuse et moins empirique. Dans leur approche « fonctionnaliste », si l'État reste l'objet central, de nouveaux thèmes apparaissent. Norman Pounds (1912-2006) élargit la réflexion et introduit de nouvelles échelles et de nouveaux enjeux (géographie politique des organisations régionales, colonialisme, devenir des pays en développement, etc.). À la fin des années 1960, Roger Kasperson et Julian Minghi (1969) peuvent souligner, au-delà de l'« héritage » (1969, p. 1-68), l'élargissement déjà significatif des thématiques (territorialité, comportements, représentations de l'espace, etc.). Néanmoins, une vraie rupture épistémologique ne se produit qu'ultérieurement sous l'impulsion de chercheurs qui, originellement, ne se réclament pas de la géographie politique et encore moins de la géopolitique (qui en reste longtemps à une reformulation des analyses « réalistes » des Relations Internationales, soit une discipline conservatrice dans son idéologie mais aussi dans ses méthodes).

L'influence de la révolution « spatiale-quantitative »

La révolution « spatiale-quantitative », initiée dès les années 1950 dans les pays anglo-saxons représente une rupture épistémologique considérable pour la géographie et a des conséquences profondes et multiples. Durant cette décennie, les géographes commencent à rejeter la démarche idiographique classique et prennent conscience de l'importance de la méthodologie. Les géographes ne peuvent plus esquiver le défi nomothétique, aussi prennent-ils la théorie à bras-le-corps en édifiant une méthodologie claire et justifiée. Le recours explicite aux concepts, et aux raisonnements théoriques, s'impose dans le cadre d'un examen critique de la discipline qui connaît une mutation radicale. L'accent est mis sur l'analyse spatiale, démarche hypothético-déductive, par une mise en évidence des processus et des formes d'organisation spatiale qui en résultent. Les modèles utilisés prennent en

compte, dans une approche multiscalaire la contribution explicative de la distance, de la centralité ou encore de l'interaction spatiale¹. De plus, l'économie néo-classique est appliquée au problème de la localisation et notamment à l'étude de « *l'impact de la distance sur tous les aspects des interactions sociales* » (Staszak, 1997, p. 195). La « nouvelle géographie » (selon la formule de Peter Gould en 1968) exprime ces mutations décisives.

Les effets immédiats de ces mutations épistémologiques sur la géographie sont très variables et concernent avant tout les géographies économique et urbaine. La géographie politique reste initialement en marge de ces évolutions – à l'exception toutefois de la géographie électorale. Cette branche de la discipline peut, il est vrai, assimiler plus aisément les méthodes quantitatives puisqu'elle est fondée sur l'étude de séries statistiques liées aux votes. De plus, on peut tirer des conclusions spatiales de ces analyses, notamment en mettant en exergue les effets de « voisinage » sur les choix des électeurs ou en liant la situation sociale de l'électorat d'une circonscription donnée avec le vote des électeurs. Cependant, la géographie électorale, au moins dans cette posture quantitative, néglige le concept central de la géographie politique : le pouvoir. La révolution « spatiale-quantitative » dans son ensemble reste focalisée sur une appréciation scientifique de l'espace et contourne prudemment ce type de débat. Les géographes quantitativistes s'intéressent alors au politique d'un point de vue strictement technocratique : l'espace n'est qu'une surface à comprendre pour la modéliser. De plus, l'économie néo-classique dont dépend la théorie de localisation est fondée sur des hypothèses excluant la question du pouvoir. Ainsi, pour la géographie politique dans sa totalité, la révolution « spatiale quantitative » n'est encore qu'un faux départ et Brian Berry², l'un des géographes « quantitatifs » les plus célèbres, pouvait suggérer à la fin des années 1960 que cette discipline n'était qu'un « marigot putride » [*a moribund backwater*] (Berry, 1969).

-
1. Les fondements de l'analyse spatiale reposent sur les ouvrages de Torsten Hägerstrand (1952), l'article de Franck Schaefer (1953) qui lança le débat entre démarche idiographique et nomothétique ou encore l'ouvrage de Peter Haggett (1965), traduit en France à l'initiative de Philippe Pinchemel en 1973.
 2. Brian Berry, géographe né en Angleterre en 1934, a participé à la révolution quantitative dès les années 1950. Professeur à l'Université du Texas à Dallas depuis 1986, il est reconnu, depuis le début des années 1960, comme l'un des plus éminents spécialistes en géographie urbaine, en géographie des localisations et en aménagement régional.

L'influence du marxisme

L'influence de la pensée marxiste sur la géographie est globalement assez modeste ce qui ne veut pas dire qu'elle n'ait pas été ponctuellement décisive et notamment dans le domaine de la géographie politique. Dans leur usage de la théorie marxiste, les géographes – notamment anglo-saxons –, n'ont pas tant mis l'accent sur la production ou sur les classes sociales que sur la circulation des biens ou les inégalités spatiales. Néanmoins, l'influence du marxisme après la Seconde Guerre mondiale a surtout abouti à minimiser le rôle des superstructures classiques de pouvoir et mettre en exergue l'importance des dynamiques sociales et économiques sous-évaluées par les fondateurs de la géographie politique (sans parler de ceux de la géopolitique). Des thèmes initialement centraux comme les frontières sont marginalisés durant de longues années – s'ils ne sont pas encore regardés comme des survivances archaïques – et de nouvelles notions apparaissent. Surtout, les facteurs économiques font une entrée en force dans l'approche politique de l'espace. Avant même la naissance de la géo-économie (formulée par Edward Luttwak), il est devenu clair que les rapports de pouvoir sont au moins autant économiques qu'institutionnels : le capital serait plus capital que les capitaux !

Dans cette prise de conscience, deux géographes peuvent être mis en exergue : Julian Wolpert¹ et David Harvey². Tous deux participent activement à la révolution « spatiale-quantitative » : David Harvey publie ainsi, en 1969, *Explanations in Geography* qui est un ouvrage de référence dans ce champ disciplinaire. Mais par la volonté de mener une géographie socialement pertinente, ils s'inquiètent du fait que les théories et les outils de l'analyse spatiale ne permettent pas de résoudre les problèmes sociaux et les situations conflictuelles nées des rapports de classe. Certains d'entre eux, minoritaires, tentent aussi de renouveler le marxisme. En effet, Karl Marx n'a pas réfléchi en termes spatiaux

-
1. Julian Wolpert était professeur de géographie et d'aménagement urbain à la *Woodrow Wilson School of Public and International Affairs* où il enseigna l'aménagement urbain et régional. Il écrit sur de nombreux sujets tels que la théorie de la localisation, les prestations de services publics, le développement urbain et la politique environnementale.
 2. David Harvey est né en Angleterre en 1935 et enseigne au département d'anthropologie à la *City University of New York*.

et il était resté difficile jusque-là de concevoir un « marxisme géographique ». Edward Soja a ainsi critiqué l'historicisme de nombreux penseurs du XIX^e siècle (Marx, Marshall, Weber ou Durkheim), tous ayant en commun dans leurs théories de donner la priorité au temps et à l'histoire par rapport à l'espace et à la géographie. Pour tous ces géographes, les inégalités spatiales sont pourtant criantes et décisives, ils mettent donc l'accent sur les rapports entre société et espace, ce qui engendre une « socialisation » de la géographie¹.

Cette « socialisation » est particulièrement sensible pour la géographie politique. Ainsi, pour J. Wolpert, la théorie de la localisation – dont l'un des éléments centraux est de considérer qu'elle n'est pas tant le fruit d'une compétition entre individus que d'une négociation entre groupes d'intérêts (Cox, Gollidge, 1981) – est insuffisante. Trop étroitement basée sur l'économie néo-classique, elle peut certes mettre partiellement en lumière la géographie de la ville, mais reste muette sur les « conflits de localisation » liés à la création de nouvelles infrastructures (autoroutes, ponts, hôpitaux, incinérateurs etc.) qui suscitent des oppositions populaires (syndrome *not in my backyard* : NIMBY). Ces rapports de force, dans lequel le pouvoir doit s'impliquer, sont pourtant décisifs pour comprendre la structure de l'espace. Ce type de critique, s'il est important, n'est pas radical et J. Wolpert ne rejetait pas l'ensemble des théories de la révolution spatiale-quantitative, préconisant seulement des ajustements.

Chez David Harvey, les choses vont sans doute plus loin. Pour lui, théories et méthodes de la recherche « spatiale-quantitative » posent plus nettement problème dans la mesure où, suivant ces démarches, une meilleure compréhension du monde – qui est inévitablement le produit de conflits liés à la structure de la société – reste impossible. Après son départ de Grande-Bretagne en 1969, D. Harvey effectue un virage idéologique profond et commence à prôner une géographie plus « radicale », se rapprochant de la pensée marxiste². Pour lui, la

-
1. Par « socialisation », les directeurs de cet ouvrage entendent non seulement une accentuation des phénomènes sociaux, mais aussi une exploration accrue de toutes les facettes de la société (discours, représentations, croyances, etc.) en opposition à une approche néo-classique qui met l'accent sur l'économie.
 2. L'adjectif *critical* réfère, en anglais, à une approche plus riche des conditions et des points de vue. Apparu dans les années 1970, cet adjectif se distingue de *radical* qui exprime plus souvent une analyse marxiste des sciences et de la société.

révolution « spatiale-quantitative » risque de n'être qu'une impasse alors que le processus d'accumulation du capital doit être remis au cœur de la compréhension spatiale de la société. Cette nouvelle orientation se traduit par la publication d'ouvrages importants (Harvey, 1973).

Ces contributions, et surtout celle de D. Harvey, renouvellent profondément la géographie politique qui, à partir de là, est plus une géographie de la société qu'une science de l'État. Cela ne signifie pas que la géographie politique devienne marxiste, cette idéologie restant assez marginale dans cette discipline mais, indubitablement, les contributions de ces chercheurs (citons aussi Doreen Massey) ont une influence en mettant l'accent sur les formes du pouvoir et de l'oppression. En France, Alain Reynaud (1981) poursuit les réflexions sur la « justice spatiale » en élaborant le concept de « classe socio-spatiale » dont la valeur heuristique est aujourd'hui encore reconnue (Di Méo, Buléon, 2005).

Ainsi, l'attention des géographes politiques s'est-elle déplacée. Auparavant, la géographie politique mettait l'accent sur l'arène internationale : les rapports entre États, les frontières, la puissance, comme dans les célèbres travaux d'Halford Mackinder et d'Isaiah Bowman – autant de théories impériales, sinon impérialistes, pour les géographes « critiques ». Désormais, la ville et la région se trouvent au centre de l'intérêt des géographes. Ce changement d'échelle relève d'une volonté de rendre l'analyse plus pertinente : la société étant nécessairement spatiale, il n'est pas de rapport social qui ne soit aussi un rapport spatial. Le territoire – ou *place* – est pris dans un faisceau de rapports de force et de logiques de structures qui visent à la « production sociale de la géographie politique. » On peut comprendre cette évolution comme un effet du marxisme, cependant le post-modernisme joue aussi un rôle décisif.

L'influence du post-modernisme

La révolution post-moderne (l'influence de la *french theory*) et « le passage de la modernité à la post-modernité¹ » a largement concerné ces disciplines – et pour cause, dans la mesure où elles mettent le

1. « *The passage from modernity to postmodernity in contemporary culture* », selon le titre d'un chapitre de David Harvey (1990).

politique au centre de leurs analyses. Cette influence s'est fait sentir dans le contexte de contestation et des mouvements sociaux de la fin des années 1960 et 1970. Elle est donc concomitante à la révolution marxiste, mais ne repose pas sur les mêmes présupposés. Rappelons que cette remise en perspective est lancée par l'ouvrage fondateur de Jean-François Lyotard (1969) et concerne toutes les sciences humaines, mais que son sens précis varie suivant les domaines¹... La remise en cause des certitudes (et notamment scientifiques), telles qu'elles ont été pensées dans le post-modernisme, a généré des réflexions décisives et des thèmes tout à fait nouveaux en géographie comme le féminisme et l'antiracisme, ou l'analyse des discours. Sur ce point, l'influence de la notion de « déconstruction » proposé par Jacques Derrida (1930-2004) dans *De la grammatologie* en 1967 est significative.

La remise en cause de la notion d'objectivité, et au-delà de la neutralité des discours, est un des éléments que la géographie politique a largement pris à son compte. Les *critical geographers* ont mis les discours et les représentations des acteurs au cœur de leurs théories. Tel est le cas de Gearoid Ó Tuathail (1996) qui propose une *critical geopolitics* moins fondée sur l'analyse de la stratégie des acteurs (comme le firent K. Haushofer ou H. Mackinder) que sur leurs discours. En géographie, la révolution post-moderne s'imbrique avec les nouveaux champs d'études apparus dans les années 1970 : post-modernisme, poststructuralisme, post-colonialisme et les thèmes entièrement nouveaux que sont, entre autres, l'étude du genre (*gender studies*), des minorités et des peuples non-Occidentaux (*post-colonial studies*), des violences de masse (*genocide studies*), etc. Dans toutes ces démarches, l'accent est mis sur les discours et leurs effets sur les processus de domination et de subordination et donc, sur l'idéal comme sur le matériel.

Au total, l'influence conjointe du marxisme – même s'il a été dilué au point de perdre sa cohérence – et du post-modernisme bouleverse les points de vue de la géographie politique. Ces (re)mises en perspective impliquent la prise en considération de nombreux acteurs, de la division du travail, de l'imaginaire, des croyances collectives et des discours ainsi que les pratiques de l'espace qui y sont dialectiquement liées.

1. Jean-François Lyotard n'invente pas le terme « post-moderne » qui est attribué à Charles Jenks lors d'une conférence donnée à Eindhoven en 1975, et la postmodernité selon J.-F. Lyotard ne fonde pas non plus ce que les Américains appellent les *postmodern studies*...